

Master Droit, économie, gestion, mention droit de l'immobilier parcours Habitat social

Présentation

Publics / conditions d'accès

Accès en master 1

Le (la) candidat(e) doit justifier :

- soit de la licence Immobilier de l'ICH
- soit d'une autre licence ou formation de niveau au moins équivalent (bac + 3) à dominante juridique et/ou immobilière, sanctionnant un cursus post-bac d'un volume de 180 crédits européens (1200 à 1500 heures) ; les personnes bénéficiant de cette voie d'accès auront à suivre et valider les enseignements complémentaires DRM131 *Marchés privés de travaux et de maîtrise d'œuvre* et DRM138 *Introduction à la technologie des bâtiments*, sauf à avoir déjà validé de tels enseignements dans les 10 dernières années dans le cadre de leurs études supérieures antérieures ou à justifier d'une expérience professionnelle significative dans ces disciplines
- soit d'une décision de validation des acquis professionnels et personnels (VAPP) reconnaissant l'aptitude du candidat à suivre dans de bonnes conditions les enseignements du master; les personnes bénéficiant de cette voie d'accès mais n'ayant pas de bases suffisantes en droit pourront être tenues de suivre et valider, dans le cadre du master 1, les enseignements complémentaires DRM001 *Initiation aux études juridiques immobilières* et DRM002 *Droit de la propriété immobilière*

Accès direct en master 2

Le (la) candidat(e) doit justifier :

- soit de la certification professionnelle dite "diplôme de l'ICH"
- soit d'un master 1 ou autre formation de niveau au moins équivalent (bac + 4) en droit avec spécialisation immobilière ou en immobilier avec solides bases en droit, sanctionnant un cursus post-bac d'un volume de 240 crédits européens (1600 à 2000 heures)
- soit d'une décision de validation des acquis professionnels et personnels (VAPP) reconnaissant l'aptitude du candidat à suivre dans de bonnes conditions les enseignements du master 2

Les personnes bénéficiant de l'accès direct dans le master 2 parcours Habitat social auront à suivre et valider les enseignements complémentaires DRM101 *Planification urbaine et autorisations d'urbanisme*, DRM108 *Économie immobilière*, DRM131 *Marchés privés de travaux et de maîtrise d'œuvre*, DRM132 *Marchés publics de travaux et de maîtrise d'œuvre*, DRM138 *Introduction à la technologie des bâtiments* et DRM139 *Introduction à la pathologie des bâtiments*, sauf à avoir déjà validé de tels enseignements dans les 10 dernières années dans le cadre de leurs études supérieures ou à justifier d'une expérience professionnelle significative dans ces disciplines.

Les candidatures pour l'accès au master 1 comme pour l'accès direct en master 2 font l'objet d'une **sélection sur dossier**. Les décisions de VAPP tiennent lieu de sélection.

Modalités de validation

La délivrance du master nécessite:

- la validation de l'ensemble des **unités d'enseignement**, soit par succès à

Valide à partir du 01-09-2025

Arrêté du 10 avril 2025.

Accréditation jusqu'à fin 2029-2030. le 10-04-2025

Fin d'accréditation au 31-08-2030

Code : MR13202A

120 crédits

Master

Responsabilité nationale :

EPN14 - Droit et immobilier / Gilles GODFRIN

Niveau CEC d'entrée requis :

Niveau 6 (ex Niveau II)

Niveau CEC de sortie : Niveau

7 (ex Niveau I)

Mention officielle : Arrêté du 10 avril 2025. Accréditation jusqu'à fin 2029-2030.

Mode d'accès à la certification :

- Validation des Acquis de l'Expérience
- Formation continue

NSF : Economie (122) , Droit, sciences politiques (128) , Finances, banque, assurances, immobilier (313)

Métiers (ROME) : Responsable de site immobilier (C1501) , Chargé / Chargée d'opérations logement social (C1503)

Code répertoire : RNCP38195

Code CertifInfo : 91609

Contact national :

ICH

2 rue Conté

75003 Paris

01 40 27 24 41

Virginia Mateus

virginia.mateus@lecnam.net

l'examen (épreuve écrite de mise en situation professionnelle), soit par validation des études supérieures antérieures (VES) ou des acquis de l'expérience (VAE); une **compensation** entre notes est prévue dans le cadre des blocs de compétences, les notes inférieures à 8/20 n'étant cependant pas compensables;

- la validation d'une **expérience professionnelle** (activité professionnelle ou stage);
- la validation d'un **mémoire de recherche**.

Compétences

En **master 1**, il est proposé aux élèves un **tronc commun** de connaissances et compétences immobilières approfondies, tant juridiques qu'économiques, financières et technologiques.

En **master 2**, les élèves choisissent entre **quatre parcours** offrant une **spécialisation pointue** dans un des quatre domaines professionnels suivants :

- Promotion immobilière
- Habitat social (*ATTENTION: ce parcours de master 2 n'ouvre qu'à la **rentrée 2026***)
- Expertise-conseil en patrimoine immobilier
- Immobilier de tourisme et de loisirs (*ATTENTION: ce parcours de master 2 n'ouvre qu'à la **rentrée 2025***)

Le **parcours Habitat social** apporte aux élèves une connaissance juridique et économique approfondie de l'univers de logement social. Les compétences acquises leur permettront d'accéder à deux catégories de métiers:

- le montage et la réalisation d'opérations de production de logements sociaux,
- la gestion de parcs de logements sociaux.

Des informations détaillées sur le programme et les modalités du master sont consultables sur <https://ich.cnam.fr/formations/master-droit-de-l-immobilier/>

Enseignements

120 ECTS

1ere annee 60 ECTS

Économie immobilière	DRM108
	6 ECTS
Financement immobilier privé	DRM129
	3 ECTS
Fiscalité immobilière générale	DRM140
	3 ECTS
Sociétés immobilières	DRM142
	3 ECTS
Statuts d'occupation des biens immobiliers	DRM143
	3 ECTS
Planification urbaine et autorisations d'urbanisme	DRM101
	6 ECTS
Enjeux environnementaux et immobilier	DRM119
	6 ECTS
Autorisations patrimoniales et archéologie préventive	DRM144
	3 ECTS
Construction durable	DRM145
	3 ECTS
Sécurité, accessibilité et confort des bâtiments	DRM146
	3 ECTS
Marchés publics de travaux et de maîtrise d'oeuvre	DRM132
	3 ECTS
Responsabilité et assurance des constructeurs	DRM115
	6 ECTS
Expérience professionnelle	UADROV
	12 ECTS

2eme annee 60 ECTS

Organisation juridique de l'immeuble bâti	DRM223
	3 ECTS
Langue étrangère	DRM224
	6 ECTS
Performance environnementale des bâtiments	DRM225
	3 ECTS
Economie et politiques de l'habitat	DRM207
	3 ECTS
Organisation et opérateurs du logement social	DRM208
	3 ECTS
Production des logements sociaux	DRM209
	3 ECTS
Gestion des logements sociaux	DRM210
	3 ECTS
Financement aidé du logement	DRM211

	3 ECTS
Immobilier et usages du numérique	DRM206 3 ECTS
Méthodologie du mémoire de recherche en droit	DRM226 3 ECTS
Mémoire de recherche	UADROW 27 ECTS

Blocs de compétences

Code, N° et intitulé du bloc	Liste de compétences
MR132B12 RNCP38195BC01 Production et gestion des logements sociaux (Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques)	- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention - Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
MR132B20 RNCP38195BC02 Recherche appliquée en droit immobilier (Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés)	• Participer à la conception et à la réalisation d'opérations de construction (neuve ou sur existant) ou d'aménagement, privées ou publiques, en identifiant les règles d'utilisation du sol à respecter et les autorisations d'urbanisme à obtenir ; comprendre les droits et charges résultant de la délivrance de ces dernières. • Évaluer et anticiper les contraintes environnementales à prendre en compte dans le transfert et la gestion des biens immobiliers comme dans la réalisation d'opérations immobilières. • Évaluer et anticiper les contraintes patrimoniales (bâtiments ou ensembles immobiliers protégés, patrimoine archéologique) à prendre en compte à l'occasion de travaux immobiliers
MR132B30 RNCP38195BC03 Langue étrangère (Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances)	
MR132B40 RNCP38195BC04 Cadre économique et financier des activités immobilières (Contribuer à la transformation en contexte professionnel)	Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale
	- Analyser les enjeux juridiques d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable

MR132B50 RNCP38195BC05 Statut juridique et performance environnementales des bâtiments (Analyser, assister, et conseiller des opérateurs privés ou publics intervenant dans le secteur de l'immobilier sur des problématiques de droit immobilier)	- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre - Appliquer les méthodologies juridiques à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente - Concevoir, à destination des opérateurs privés ou publics intervenant dans le secteur de l'immobilier, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit immobilier afin d'éclairer leurs actions - Produire une analyse juridique permettant de répondre à des problématiques liées au droit immobilier - Analyser la jurisprudence afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte - Traiter les aspects juridiques de dossiers immobiliers pour en permettre l'analyse - Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit immobilier
MR132B60 RNCP38195BC06 Enjeux urbains et patrimoniaux des activités immobilières (Réaliser une veille juridique générale et sectorielle)	- Identifier les différentes sources d'information nationales et internationales afin de réaliser une veille juridique complète - Suivre le fonctionnement des institutions publiques, organismes publics ou autorités administratives pour en maîtriser les enjeux et les rôles - Utiliser de manière appropriée le vocabulaire juridique et le langage technique attachés au secteur de l'immobilier
MR132B72 RNCP38195BC07 Gérer la protection des intérêts juridiques d'un opérateur privé ou public intervenant dans le secteur de l'immobilier	- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'opérateur privé ou public afin de protéger ses intérêts - Proposer des stratégies juridiques pour l'opérateur privé ou public - Travailler en équipe pour gérer sous un angle juridique un projet immobilier - Comprendre l'environnement juridique dans lequel évolue l'opérateur privé ou public pour en tenir compte - Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'opérateur privé ou public - Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'opération immobilière concernée pour les mettre en œuvre - Prendre part au pilotage de l'opérateur privé ou public afin de protéger ses intérêts
MR132B80	- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'un l'opérateur privé ou public afin d'orienter la prise de décision

RNCP38195BC08 Enjeux environnementaux des activités immobilières (Fournir à des opérateurs privés ou publics intervenant dans le secteur de l'immobilier un appui juridique à la prise de décision)	- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins - Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
MR132B90 RNCP38195BC09 Organisations des activités immobilières (Rédiger des actes juridiques impliquant un opérateur privé ou public intervenant dans le secteur de l'immobilier et contribuer à leur négociation)	- Identifier le régime juridique des différents actes en vue de leur élaboration - Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties - Contribuer à la définition d'une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'opérateur privé ou public - Participer à l'organisation de négociations pour défendre les intérêts de l'opérateur privé ou public - Rédiger des actes juridiques nécessaires
MR132BA0 RNCP38195BC10 Cadre juridique des travaux immobiliers (Gérer un contentieux impliquant un opérateur privé ou public intervenant dans le secteur de l'immobilier)	- Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions institutionnelles étatiques ou internationales) pour régler le litige - Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend - Contribuer à l'élaboration d'une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'opérateur privé ou public - Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse